



NIGER
RAPPORT D'ENQUETE

JUIN 2021

RÉPUBLIQUE DU NIGER

Fraternité - Travail - Progrès

MINISTÈRE DU PLAN

INSTITUT NATIONAL DE LA STATISTIQUE

DIRECTION GENERALE

N°2

CONDITIONS DE VIE DES MENAGES



IMPACT DE LA PANDEMIE DE COVID-19 SUR LES CONDITIONS DE VIE DES MENAGES AU NIGER (VAGUE 2)



WORLD BANK GROUP
Poverty & Equity







SIGNALETIQUE



OURS

Unité responsable : Unité Suivi Evaluation des projets Annuels de Performance (USE/PAP) de l'INS

Directeur du projet : ALCHINA KOURGUENI Idrissa, Directeur Général de l'INS

Chargée du suivi du projet : OMAR Haoua Ibrahim, Secrétaire Générale de l'INS

Coordonnateur : ZAKARI Abdoussalam, Responsable de l'USE/PAP/INS

Directeur des Enquêtes et des Recensements (DER/INS),

ALZOUMA Souleymane

Directeur de la Comptabilité Nationale, de la Conjoncture et des Etudes Economiques (DCNEE/INS),

CHEKARAO Mahamadou

Directeur de la Coordination et du Management de l'Information Statistique (DCMIS/INS),

SAIDOU Issoufou

Directrice des Statistiques et des Etudes Démographique et Sociales (DSEDS/INS),

Halimatou AMADOU GARBA

Chef de la Division des Enquêtes (C/DE/DER/INS),

MAINA Abdou

Chef de la Division de la Cartographie Censitaire (C/DCC/DER/INS),

Alio DANGANA

Chef de Service du Traitement des Données à la Direction des Enquêtes et des Recensements (DER/INS)

ZAKARI Oumarou

Direction des Enquêtes et des Recensements (DER/INS)

HAMIDOU Amadou

Chef de Service du Traitement des Données à la Division Informatique (DI/INS)

NABADE Souley

Chef de Service des Etudes Economiques à la DCNCEE

OUMAROU SADOU Ibrahim

Assistant du Responsable de l'Unité Suivi-Evaluation

ALAJI BOUHARI Hamissou

Editeur de la publication : INS





SOMMAIRE

Sommaire	1	3.5. Accès aux denrées alimentaires de base	15
Résumé.....	7	3.6. accès aux soins médicaux.....	16
Introduction.....	9	3.7. Emploi.....	17
1. Objectifs.....	9	3.8. Diminution de revenus.....	18
2. Méthodologie.....	10	Moyens de subsistance	18
3. Principaux résultats	11	Diminution de revenus.....	18
3.1. Connaissances relatives à la diffusion de la COVID-19.....	11	3.9. Chocs subis par les menages depuis mi-mars 2020	19
3.2. Respect des mesures barrières	11	3.10. Assistance reçue par les ménages	20
3.3. Test de dépistage de la covid-19	12	Conclusion	21
3.4. Vaccination contre COVID-19.....	14		





SIGLES ET ABREVIATIONS

COVID-19	Maladie à coronavirus 2019
DCMIS	Direction de la Coordination et du Management de l'Information Statistique
DCNCEE	Direction de la Comptabilité Nationale, de la Conjoncture et des Etudes Economiques
DER	Direction des Enquêtes et des Recensements
DI	Division de l'Informatique
DSEDS	Direction des Statistiques et des Etudes Démographique et Sociales
EHCVM	Enquête Harmonisée sur les Conditions de Vie des Ménages
INS	Institut National de la Statistique
ONG	Organisation Non Gouvernementale
ONU	Organisation des Nations Unies
PAP	Projet Annuel de Performance
UEMOA	Union Economique et Monétaire Ouest Africaine
USE	Unité Suivi et Evaluation





LISTE DES TABLEAUX

Tableau 1: Taux de réponse par domaine d'étude	10
Tableau 2: Proportion (%) des ménages connaissant les mesures barrières par domaine d'étude.....	11
Tableau 3: Proportion (%) des ménages respectant certaines mesures barrières	12
Tableau 4: Proportion (%) de ménages ayant pu s'approvisionner régulièrement en produits alimentaires de base	15
Tableau 5: Proportion (%) des ménages enquêtés ayant déclaré une augmentation des prix des principales denrées alimentaires	15
Tableau 6: Répartition (%) des ménages enquêtés selon leurs besoins en soins médicaux, depuis mi-mars 2020	16
Tableau 7: Répartition (%) des ménages enquêtés selon leurs moyens de subsistance	18
Tableau 8: Proportion(%) des ménages enquêtés ayant été négativement affectés par des chocs depuis le 19 mars 2020	19
Tableau 9: Proportion (%) des ménages par type d'assistance reçue du Gouvernement et ses partenaires	20

LISTE DES FIGURES

Figure 1: Répartition (%) des chefs de ménages enquêtés selon leur disponibilité à se faire tester gratuitement pour la COVID-19	13
Figure 2: Répartition (%) des chefs de ménages enquêtés selon les raisons pour lesquelles ils ne souhaiteraient pas faire le test de COVID-19	13
Figure 3: Répartition (%) des chefs de ménages enquêtés selon leur disponibilité à se faire vacciner, gratuitement, contre la COVID-19.....	14
Figure 4: Répartition(%) des ménages qui ont eu accès à des soins médicaux, depuis mars 2020.....	17
Figure 5: Proportion (%) des chefs de ménages enquêtés ayant travaillé au cours des 7 derniers jours	17
Figure 6: Répartition (%) des ménages enquêtés selon leur appréciation sur l'évolution des revenus tirés des principales sources	19
Figure 7: Répartition (%) des ménages enquêtés selon les stratégies mises en oeuvre face à la hausse des prix des principaux produits alimentaires	20





RESUME

Dans le cadre de la gestion de la pandémie de COVID-19, dont le premier (1^{er}) cas a été déclaré le 19 mars 2020, le Gouvernement du Niger a pris d'importantes mesures restrictives, qui ont été progressivement allégées, puis levées, pour la plupart, à la suite d'une évolution favorable de la situation sanitaire. En fin avril 2021, les principales mesures en vigueur restent l'état d'urgence sanitaire et la fermeture des frontières terrestres.

Pour évaluer les effets de la pandémie de COVID-19 sur les conditions de vie des populations nigériennes, l'Institut National de la Statistique (INS), avec l'appui technique et financier de la Banque Mondiale et de l'Union Economique et Monétaire Ouest Africaine (UEMOA), a initié une enquête téléphonique longitudinale auprès des ménages. Cette dernière porte sur un sous échantillon de 1902 ménages, sélectionnés dans la base de données de l'Enquête Harmonisée sur les Conditions de Vies des Ménages (EHCVM) 2018/2019. Le premier (1^{er}) passage de cette enquête a été conduit en septembre 2020. La seconde (2nde) vague, objet du présent rapport, a eu lieu en février et en mars 2021, et a permis d'enquêter 1335 ménages, répartis dans trois (3) domaines d'étude que sont : Niamey, autre urbain et rural.

Les principaux résultats de cette deuxième (2^{ème}) vague ont montré que :

- les ménages nigériens enquêtés ont globalement une bonne connaissance des mesures barrières, telles que le lavage ou la désinfection des mains (96,6%) et l'utilisation de masque (92,2%). Par rapport à la première (1^{ère}) vague de l'enquête, la proportion de ménages ayant déclaré le lavage des mains parmi les mesures préventives contre la COVID-19 a augmenté de 1,6%.
- 93,7% des chefs de ménages interrogés ont déclaré se laver les mains plus souvent que d'habitude, depuis mi-mars 2020 ;
- près de huit (8) chefs de ménages enquêtés sur dix (10) sont disposés à se faire vacciner gratuitement contre la COVID-19. Ceux qui sont réticents face à la vaccination ont déclaré avoir des inquiétudes par rapport à la sécurité des vaccins (49,5%), ou douter de leur efficacité (34,8%);
- plus de 80% des ménages enquêtés ont pu régulièrement s'approvisionner en produits alimentaires de base, depuis le début de la pandémie au Niger, le 19 mars 2020. Cependant, plus de la moitié des ménages ont observé une hausse des denrées alimentaires et, globalement, près du tiers (1/3) en a été négativement impacté.
- 51,5% des ménages agricoles enquêtés ont déclaré, depuis le début de la pandémie, une baisse de leurs revenus tirés de l'agriculture, de l'élevage ou de la pêche. De même, plus de la moitié des ménages, bénéficiant de transferts de fonds provenant de l'extérieur, ont observé une diminution des montants qu'ils ont reçu de cette source de revenu, depuis mars 2020.
- l'assistance du Gouvernement et de ses partenaires a touché globalement 15,1% des ménages interrogés. Le transfert monétaire direct est la forme d'aides la plus courante.





INTRODUCTION

Plus d'un an, après son apparition, la pandémie de COVID-19 est toujours un sujet de préoccupation majeure à l'échelle mondiale. En effet, la forte propagation du virus à l'origine de cette pandémie et ses nombreuses mutations ont favorisé plusieurs vagues de contamination sur les différents continents. Selon l'Organisation Mondiale de la Santé (OMS), à la fin du mois d'avril 2021, la barre des 150 millions de personnes infectées par ce virus a été franchie, dont près de 3 200 000 en sont décédées. Malgré le démarrage des campagnes de vaccination, le nombre journalier des nouvelles infections à la COVID-19 reste à un niveau très élevé.

Le Niger fait partie des pays les moins touchés par la pandémie, à l'instar d'autres pays africains. Le premier cas de COVID-19 a été officiellement déclaré le 19 mars 2020. D'après les chiffres du Ministère en charge de la santé, à la date du 30 avril 2021, 5 228 personnes ont été testées positives à ce virus avec, malheureusement, 191 décès.

Dans le cadre de la gestion de la pandémie de COVID-19, le Gouvernement du Niger a pris plusieurs mesures pour limiter sa propagation. Il s'agit, entre autres de : (i) l'instauration de l'état d'urgence sanitaire sur toute l'étendue du territoire national; (ii) l'isolement de la ville de Niamey, épiscentre national de l'épidémie; (iii) l'instauration de couvre-feux ; (iv) la fermeture des frontières aériennes (sauf pour les vols cargos sanitaires et sécuritaires) et terrestres (excepté pour le transport de marchandises); (v) l'interdiction des regroupements de plus de 50 personnes; (vi) la fermeture de tous les établissements scolaires ; (vii) la fermeture des lieux de cultes ; (viii) la fermeture des lieux de réjouissance comme les bars et les boîtes de nuit.

La plupart de ces mesures ont été levées, à la suite d'une évolution favorable de la situation sanitaire. Cependant, la fermeture des frontières terrestres et l'état d'urgence sanitaire sont toujours en vigueur, en avril 2021.

En vue d'évaluer l'impact de la pandémie de COVID-19 sur les conditions de vie des populations, l'Institut National de la Statistique (INS) a initié une série d'enquêtes téléphoniques longitudinales auprès des ménages au Niger, avec l'appui technique et financier de la Banque Mondiale et de la Commission de l'Union Economique et Monétaire Ouest Africaine (UEMOA). La première (1^{ère}) vague de cette enquête a eu lieu en octobre et en novembre 2020. Au titre de l'année 2021, deux (2) autres vagues sont prévues.

Ce rapport présente les principaux résultats de la deuxième (2^{ème}) vague, dont la collecte des données s'est déroulée en février et en mars 2021.

1. OBJECTIFS

L'objectif général de cette enquête est d'évaluer l'impact de la pandémie de COVID-19 sur les conditions de vie des populations nigériennes et proposer des mesures de mitigation. De façon plus spécifique, il s'agira de :

- identifier les types de ménages directement ou indirectement touchés par les chocs dus à la pandémie ;
- identifier les canaux par lesquels la pandémie affecte les ménages ;
- fournir des données pertinentes sur les revenus et les indicateurs socio-économiques, afin

d'évaluer l'impact de la pandémie sur le bien-être des ménages.

2. METHODOLOGIE

L'échantillon de cette enquête ménage a été tiré des données de l'Enquête Harmonisée sur les Conditions de Vie des Ménages (EHCVM), réalisée en 2018/2019, par tous les pays membres de l'UEMOA. L'EHCVM présente l'avantage d'être l'enquête la plus récente, d'envergure nationale, sur les conditions de vie des ménages au Niger. De plus, elle fournit des informations sur les numéros de téléphones des ménages interrogés, dispensables à la réalisation d'enquêtes téléphoniques.

Au total, 1902 ménages ont été tirés dans les trois (3) domaines d'étude¹ retenus que sont : Niamey, Autre urbain et Rural. Cet échantillon a été réparti proportionnellement à la taille de chaque domaine et des effectifs des ménages pauvres et non pauvres.

L'un des enjeux majeurs des enquêtes par téléphone, une première pour l'INS du Niger, reste le taux de réponse. En effet, ce taux est général plus faible rapport aux opérations de collecte par interviews directes (face-à-face). Il doit donc faire l'objet d'une attention particulière, en vue de s'assurer que le nombre de répondants est suffisant pour fournir des résultats robustes.

Le tableau 1, ci-dessous, présente le taux de réponse de l'enquête sur l'impact de la COVID-19 sur les ménages (2^{ème} vague), selon les domaines d'étude.

Globalement, 1335 ménages ont été interviewés avec succès, soit un taux de réponse de 70,2 %. Ce taux est en hausse d'environ 3 points de pourcentage par rapport à la première (1^{ère}) vague, en raison, principalement de l'augmentation de la durée de la collecte, qui est passée de 15 jours à un (1) mois. Il est comparable aux taux de réponse obtenus par certains pays ayant conduit le même type d'enquête, comme le Djibouti (71,4% pour l' Enquête téléphonique COVID-19 1er tour).

Suivant les domaines d'étude, le taux de réponse, le moins élevé, est observé en milieu rural où la couverture et la qualité du réseau mobile est la plus faible. En effet, dans ces zones, moins de six (6) ménages sur dix (10) ont pu être enquêtés.

Tableau 1: Taux de réponse par domaine d'étude

Domaine	Taille de l'échantillon	Nombre de ménages enquêtés		Taux de réponses(%)	
		Vague 1	Vague 2	Vague 1	Vague 2
Niamey	613	481	468	78,5	76,3
Autre urbain	540	401	432	74,3	80,0
Rural	749	386	435	51,5	58,1
Ensemble	1 902	1 268	1 335	66,7	70,2

¹ Chaque domaine d'études correspond à une strate



Ainsi, la procédure utilisée pour le calcul des pondérations de l'enquête a tenu compte, en plus du plan d'échantillonnage, du taux de réponse dans chacun des domaines d'étude. D'autres redressements (calage sur marges) ont également été opérés pour que les pondérations finales soient conformes aux projections démographiques 2021 de l'INS, notamment la répartition de la population selon les trois (3) domaines d'étude de l'enquête.

3. PRINCIPAUX RESULTATS

3.1. CONNAISSANCES RELATIVES A LA DIFFUSION DE LA COVID-19

Le respect des mesures barrières reste le principal moyen de limiter la propagation de la COVID- 19, avant la vaccination d'une frange importante de la population, susceptible de favoriser une immunité collective.

Au Niger, les ménages ont globalement une bonne connaissance de ces mesures barrières. En effet, comme le montre le tableau 2, 96,6% des personnes interrogées ont déclaré que se laver régulièrement les mains permet de réduire le risque de contracter le Coronavirus. Les autres mesures barrières, les plus connues, sont : l'utilisation de masque (92,2%); le fait d'éviter les salutations physiques (82,8%); la distanciation physique (82,3%). Par contre, le fait d'éviter de se toucher le visage (63,1%) est la précaution la moins connue aussi bien à Niamey, que dans les deux (2) autres domaines d'étude (Autre urbain et Rural).

Tableau 2: Proportion (%) des ménages connaissant les mesures barrières par domaine d'étude

Mesures	Niamey	Autre urbain	Rural	Ensemble
Lavage des mains / utilisation de désinfectant	97,1	97,6	96,5	96,6
Utilisation de masque / gants	97,5	94,7	91,5	92,2
Aucune poignée de main /salutations physiques	91,4	83,9	82,1	82,8
Maintenir une distance suffisante d'au moins 1 mètre	94,7	84,0	81,2	82,3
Éviter les endroits de rassemblements avec beaucoup de gens	86,5	77,3	74,8	75,7
Éviter les voyages	76,7	64,1	66,6	66,9
Rester à la maison et éviter de sortir sauf si nécessaire	74,1	64,5	63,5	64,2
Éviter de toucher votre visage	74,1	62,0	62,5	63,1

3.2. RESPECT DES MESURES BARRIERES

Les ménages enquêtés ont été interrogés sur leurs comportements et attitudes par rapport aux mesures barrières édictées par le Gouvernement.

Ainsi, le tableau 3 présente la proportion des ménages enquêtés ayant déclaré adopter certains mesures barrières, depuis la mi-mars 2020, période d'apparition du premier (1^{er}) cas de COVID-19 au Niger.

Globalement, le lavage régulier des mains est la mesure préventive la plus respectée par les populations. En effet, 93,7 % des ménages ont affirmé qu'ils se lavaient les mains, plus souvent que d'habitude, depuis mi-mars 2020. Il est important de souligner que ce comportement a été adopté par plus de neuf (9) ménages sur dix (10), en milieu rural où, dans certaines zones, la question de l'accès à l'eau reste encore un défi majeur.

Les ménages enquêtés ont également observé l'interdiction des rassemblements de plus de 50 personnes (83 %), ainsi que le fait d'éviter les salutations physiques (82,5 %). De plus, un peu plus de la moitié des ménages (54,7 %) ont dû annuler des projets de voyage, depuis mi-mars 2020.

Tableau 3: Proportion (%) des ménages respectant certaines mesures barrières

Mesures	Niamey	Autre urbain	Rural	Ensemble
Se laver les mains plus souvent que d'habitude	95,1	97,4	93,2	93,7
Éviter les rassemblements de plus de 50 personnes	85,3	84,1	82,8	83,0
Eviter de serrer la main /les salutations physiques	86,4	88,0	81,5	82,5
Réduire le nombre de fois où vous êtes allé au lieu de culte	76,0	84,1	76,7	77,5
Réduire le nombre de fois où vous êtes allé au marché/magasin	56,6	62,3	57,1	57,6
Annuler des projets de voyage	50,0	57,2	54,7	54,7
Faire plus de stocks de nourriture que d'habitude	30,5	30,6	30,1	30,2

3.3. TEST DE DEPISTAGE DE LA COVID-19

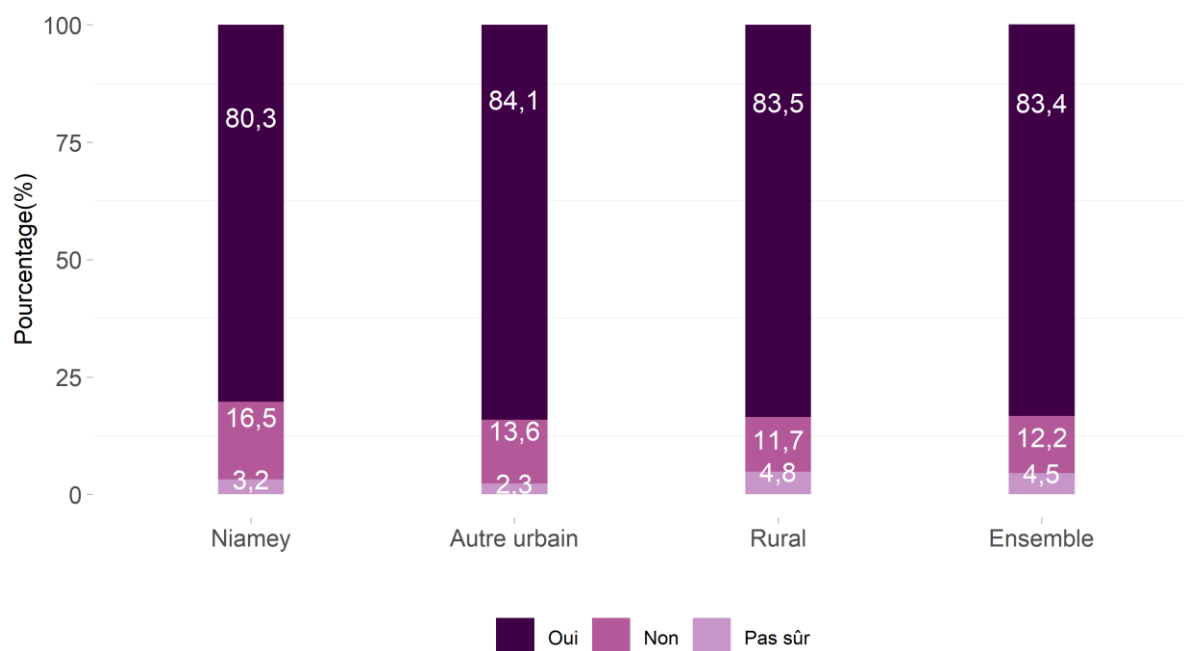
Le dépistage massif et systématique des populations a favorisé, dans plusieurs pays, comme en Corée du Sud, une baisse significative du nombre de contamination à la COVID-19, pendant la première (1^{ère}) vague de la pandémie. En effet, cette stratégie permet d'identifier et de prendre en charge, rapidement, les foyers d'infections, et facilite le traçage des cas positifs.

Au Niger, la stratégie de dépistage de la maladie est essentiellement centrée sur les cas contacts et les demandeurs de tests pour voyage. Ainsi, à la fin du mois d'avril 2021, moins de 4200 personnes ont été testées au Niger par million d'habitants. Ce ratio est l'un des plus faibles à l'échelle du continent africain.

Les résultats de l'enquête montrent, cependant, que les ménages interrogés sont, dans leur grande majorité, favorables à la réalisation des tests de COVID-19. Comme le montre la figure 1, ci-après, dans chacun des domaines d'étude considérés, plus de huit (8) chefs de ménages sur dix (10) sont disposés à se faire dépister pour le virus de COVID-19, si le test était réalisé gratuitement.

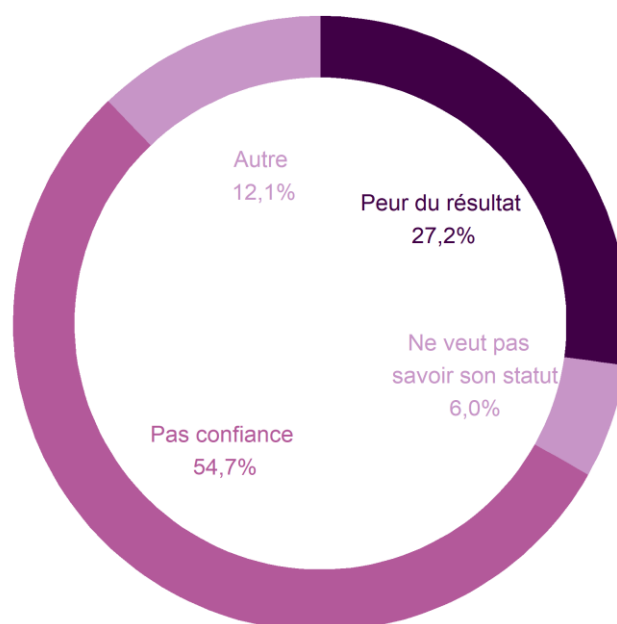


Figure 1: Répartition (%) des chefs de ménages enquêtés selon leur disponibilité à se faire tester gratuitement pour la COVID-19



Environ 17% des ménages enquêtés ne souhaiteraient pas ou sont hésitants à faire le test de COVID-19. Parmi ces ménages, plus de la moitié (54,7%) ont affirmé ne pas avoir confiance au test, et 27% ont peur du résultat qui en sortira.

Figure 2: Répartition (%) des chefs de ménages enquêtés selon les raisons pour lesquelles ils ne souhaiteraient pas faire le test de COVID-19



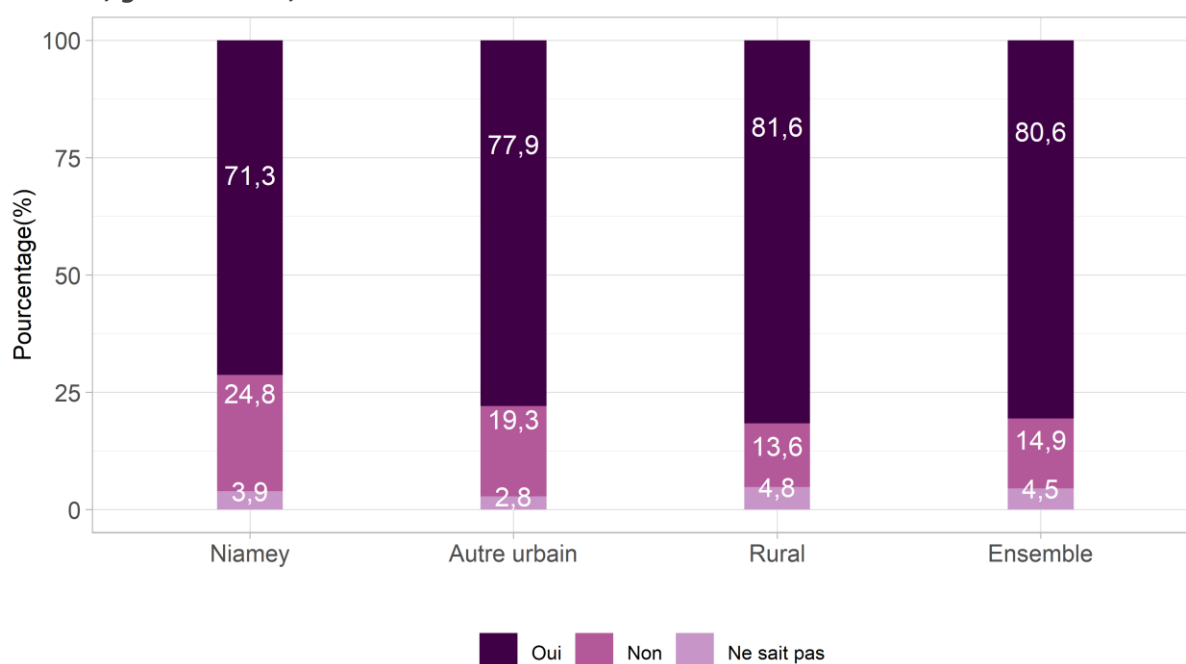
3.4. VACCINATION CONTRE COVID-19

La mise au point de plusieurs vaccins contre le virus de la COVID-19, seulement un an après la déclaration des premiers cas d'infection, a suscité beaucoup d'espoir dans la lutte contre la pandémie qu'il a engendré. Pour garantir un accès équitable à ces vaccins, l'Organisation des Nations Unies (ONU) et ses partenaires ont mis en place l'Initiative COVAX. Le Niger a adhéré à cette Initiative qui lui a ainsi permis de bénéficier de 355 000 doses du vaccin AstraZeneca, en avril 2021. Ces doses viennent s'ajouter à 400 000 doses du vaccin SINOPHARM, fournies par la Chine.

Au cours de la présente enquête, il a été demandé aux chefs de ménages s'ils accepteraient d'être vaccinés gratuitement si un vaccin approuvé pour prévenir le coronavirus était disponible. La synthèse des réponses à cette question est présentée sur la figure 2 ci-dessous.

Il en ressort que 80,6% des ménages enquêtés sont favorables à cette vaccination. Par contre, 14,9% en sont méfiants et 4,5% sont indécis. Suivant le milieu de résidence, les proportions des ménages qui n'accepteraient pas de se faire vacciner sont plus importantes dans les zones urbaines, en particulier à Niamey (24,8%). Dans ces zones, la plus grande accessibilité aux canaux d'informations, notamment aux réseaux sociaux, véhiculant et amplifiant souvent les effets secondaires des vaccins anti-COVID-19, pourraient expliquer cette méfiance.

Figure 3: Répartition (%) des chefs de ménages enquêtés selon leur disponibilité à se faire vacciner, gratuitement, contre la COVID-19



Les réticences de certains chefs de ménages enquêtés face au vaccin anti COVID-19 sont principalement liées : (i) à des inquiétudes par rapport à la sécurité du vaccin et (ii) au manque de confiance, en général, dans les vaccins ou des doutes quant à leur efficacité. Ces deux (2) raisons ont été avancées par respectivement 49,5% et 34,8% des personnes enquêtées, ne désirant pas se faire vacciner.



3.5. ACCES AUX DENREES ALIMENTAIRES DE BASE

Depuis le 19 mars 2020, date de l'apparition du premier (1^{er}) cas de COVID-19 au Niger, les ménages enquêtés ont pu régulièrement s'approvisionner en produits alimentaires de base. Ainsi, comme le montre le tableau 4 ci-dessous, plus de huit (8) ménages sur dix (10) ont pu acheter les principales céréales et vivres consommés par la population.

Il faut souligner que les marchés, magasins et boutiques, lieux d'approvisionnement des ménages, n'ont jamais été fermés dans le cadre de la gestion de la pandémie de COVID-19 au Niger. Par ailleurs, la fermeture des frontières terrestres n'a pas concerné l'importation de marchandises.

Tableau 4: Proportion (%) de ménages ayant pu s'approvisionner régulièrement en produits alimentaires de base

Denrée	Niamey	Autre urbain	Rural	Ensemble
Mil	73,8	87,0	83,2	83,1
Mais	87,7	89,5	85,5	86,1
Riz	98,2	97,2	91,1	92,2
Pâtes alimentaires	95,6	91,1	79,8	82,1
Sucre	93,7	98,2	95,1	95,4
Viande de bœuf	95,4	91,1	83,5	85,1
Viande de mouton/chèvre	84,8	94,3	90,5	90,6
Huile	98,2	99,1	96,0	96,5

Toutefois, depuis mi-mars 2020, la plupart des ménages ont observé une hausse des prix des denrées alimentaires. Ainsi, pour 91,8% d'entre eux, le prix du mil a augmenté depuis cette période. Cette hausse a été relevée par 90,3% et 82,7% des ménages enquêtés, respectivement pour le maïs et le riz. Par ailleurs, l'augmentation des prix a été plus ressentie dans les zones rurales où le pouvoir d'achat des ménages est le plus faible.

La hausse des prix des produits alimentaires, soulignée par les ménages, est aussi confirmée par le niveau d'inflation fourni par le dispositif de l'Indice des Prix à la Consommation (IHPC) de l'INS. En effet, en mars 2021, le taux d'inflation en glissement annuel (variation des prix par rapport à mars 2020) s'est établi à 6,8% pour les produits alimentaires.

Tableau 5: Proportion (%) des ménages enquêtés ayant déclaré une augmentation des prix des principales denrées alimentaires

Denrée	Niamey	Autre urbain	Rural	Ensemble
Mil	80,8	87,1	93,2	91,8
Maïs	82,5	87,5	91,2	90,3
Riz	77,5	73,9	84,1	82,7
Pâtes alimentaires	60,2	66,3	72,4	71,0
Sucre	59,9	59,7	71,4	69,4
Viande de Bœuf	52,7	51,6	59,1	57,9
Viande de mouton/chèvre	51,4	53,3	61,3	59,9
Huile	63,3	66,0	74,3	72,8

3.6. ACCES AUX SOINS MEDICAUX

Le tableau 6 ci-dessous présente les principaux besoins en soins médicaux des ménages, depuis mi-mars 2020.

Globalement, 80% des ménages enquêtés ont déclaré avoir eu besoin de soins médicaux. Parmi ces ménages, les besoins les plus cités sont liés à la fièvre et au paludisme (94,1%), au mal de gorge, à la toux, au rhume ou à la grippe (32,4%) et au problème d'estomac (11,7%). En revanche, seulement 0,1% de ces ménages ont indiqué avoir eu besoin de soins médicaux pour COVID-19. Il faut cependant souligner la proportion, assez élevée, des ménages ayant relevé le mal de gorge, la toux, le rhume ou la grippe qui sont des symptômes associés à certaines pathologies comme la COVID-19.

La situation observée au niveau national est similaire à celle qui ressort à Niamey, dans les autres villes urbaines et en milieu rural. Dans ces zones, la fièvre et le paludisme restent également les besoins en soins médicaux les plus cités.

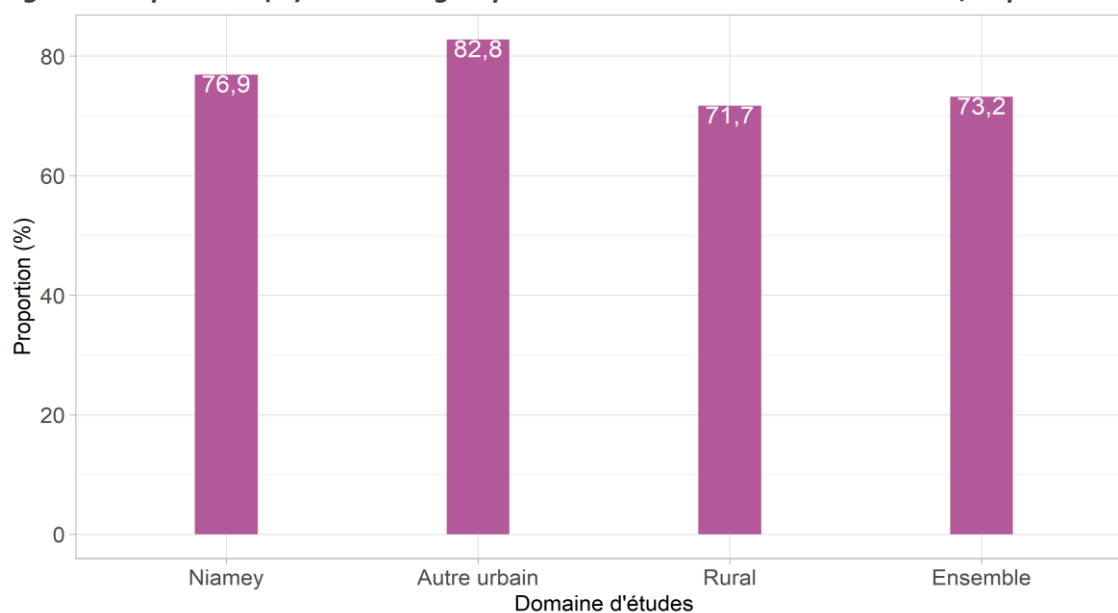
Tableau 6: Répartition (%) des ménages enquêtés selon leurs besoins en soins médicaux, depuis mi-mars 2020

Besoins soins médicaux	Niamey	Autre Urbain	Rural	Ensemble
N'a pas eu besoin de soins	20,2	14,2	20,7	20,0
A eu besoin de soins pour :	79,8	85,8	79,3	80,0
COVID19	0,5	0,0	0,1	0,1
Fièvre/Paludisme	91,9	94,7	94,2	94,1
Diarrhée	6,2	7,2	10,1	9,5
Problème dentaire/peau/yeux	3,3	5,4	4,5	4,5
Problème de tension	9,0	2,9	4,4	4,5
Fièvre typhoïde	2,6	3,4	2,1	2,3
Problème d'estomac	19,1	13,5	10,9	11,7
Mal de gorge, toux, rhume, grippe	35,9	34,6	31,8	32,4
Diabète	2,4	1,0	0,2	0,4

Par ailleurs, depuis mi-mars 2020, 73,2% des ménages enquêtés ont affirmé avoir eu accès à des soins médicaux, comme le montre le graphique 4, ci-dessous. A Niamey, 76,9% des ménages enquêtés en ont bénéficié, contre 82,8% dans les autres villes et 71,7% en milieu rural.



Figure 4: Répartition(%) des ménages qui ont eu accès à des soins médicaux, depuis mars 2020

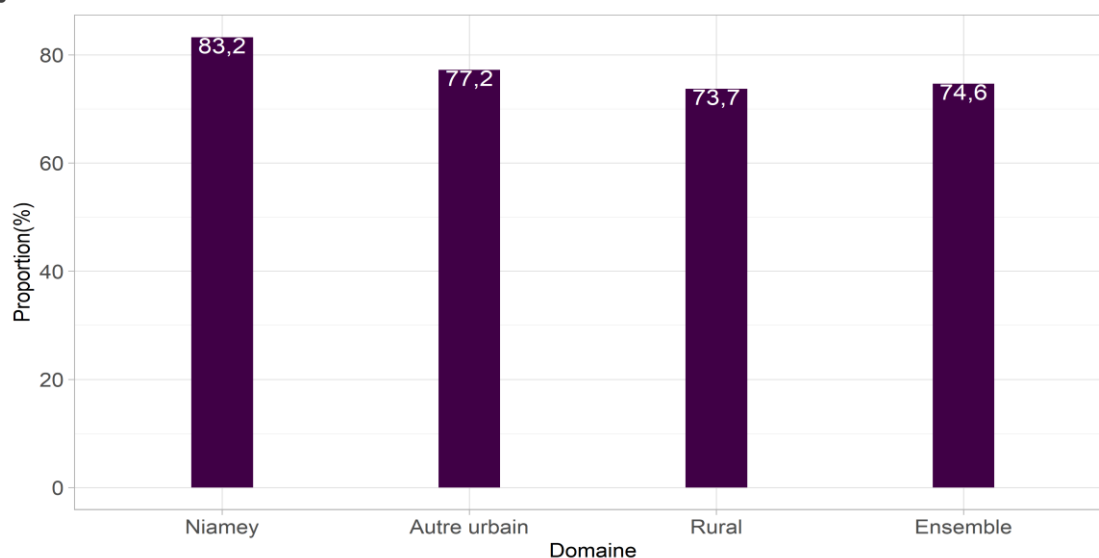


3.7. EMPLOI

Au cours des sept (7) derniers jours ayant précédé l'enquête, dans l'ensemble, 74,6% des chefs de ménages enquêtés ont effectué, pendant au moins une heure, un travail rémunéré, une activité commerciale, agricole ou toute autre activité génératrice de revenus. La proportion de chefs de ménages ayant travaillé est plus élevée en milieu urbain que dans les zones rurales. En effet, cette proportion est de 83,2% à Niamey, contre 73,7% en milieu rural, en raison d'une plus grande opportunité d'emplois qu'offrent les villes.

Par ailleurs, seulement 0,7% des chefs de ménages enquêtés, qui exerçaient un emploi avant la pandémie de COVID-19, n'ont pas pu travailler, au cours des sept (7) derniers jours ayant précédé l'enquête.

Figure 5: Proportion (%) des chefs de ménages enquêtés ayant travaillé au cours des 7 derniers jours



3.8. DIMINUTION DE REVENUS

Moyens de subsistance

Au cours des douze (12) derniers mois ayant précédé l'enquête, la pratique de l'agriculture, de l'élevage ou de la pêche constitue, selon les ménages enquêtés, de loin, le principal moyen de subsistance des populations, surtout en milieu rural, où celle-ci occupe 92,5 % des ménages. A Niamey et dans les autres zones urbaines, ces activités contribuent, respectivement, aux revenus de 12,3 % et de 55,4 % des ménages.

Les entreprises familiales non agricoles sont la deuxième source de revenu au niveau national, mais en constitue la première pour les ménages de Niamey. Ce moyen de subsistance est suivi de la pratique d'emplois salariés par les membres des ménages.

Il y a lieu de souligner que 16,5 % des ménages enquêtés bénéficient de transferts de fonds provenant de l'extérieur. Ces transferts représentent une source de revenu pour une part non négligeable de ménages à Niamey (17,4 %) et en milieu rural (17 %).

Tableau 7: Répartition (%) des ménages enquêtés selon leurs moyens de subsistance

Moyens de subsistance	Niamey	Autre Urbain	Rural	Ensemble
Agriculture, élevage ou pêche	12,3	55,4	92,5	84,0
Entreprise familiale non agricole	50,8	47,4	36,2	38,2
Emploi salarié des membres du ménage	45,9	27,5	13,4	16,8
Envois de fonds de l'étranger	17,4	11,8	17,0	16,5
Assistance de la famille à l'intérieur du pays	10,6	17,0	14,9	14,8
Aide d'autres personnes non familiales	7,7	8,1	4,6	5,2
Revenus immobiliers, investissements ou épargne	1,1	2,6	2,7	2,6
Assistance du gouvernement/d'ONG	0,6	2,8	2,2	2,2
Pension	5,8	1,7	0,2	0,7

Diminution de revenus

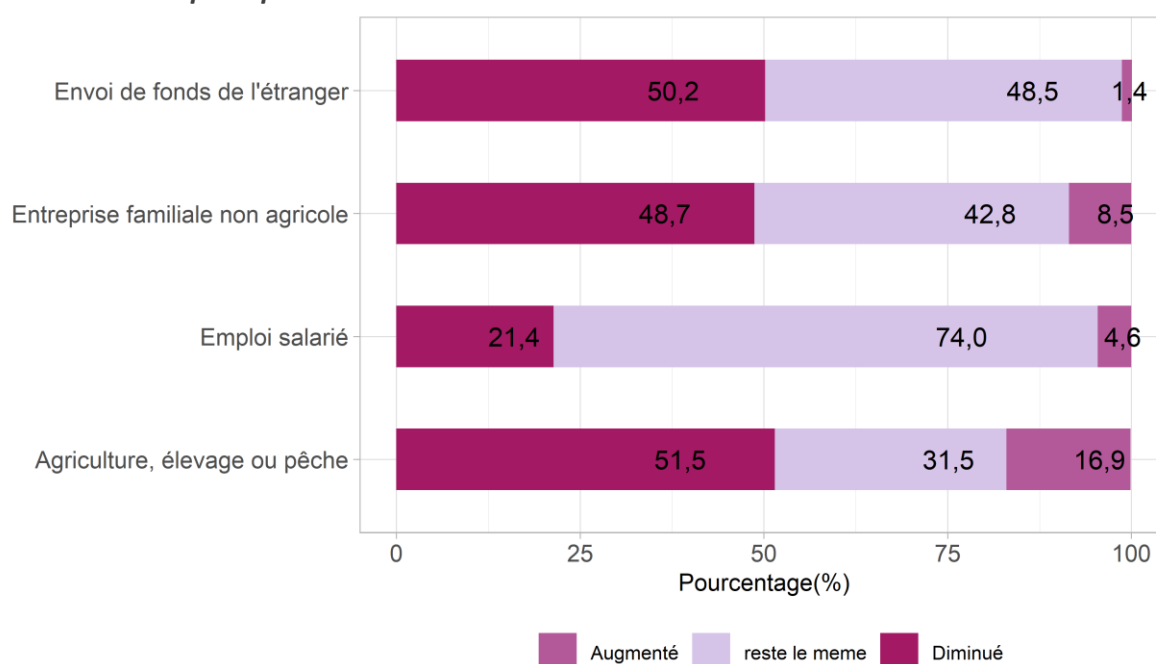
La figure 6, ci-après, présente la répartition (%) des ménages enquêtés selon leur appréciation sur l'évolution des revenus tirés des principales sources.

Depuis le début de la pandémie de COVID-19, les revenus tirés de l'agriculture, de l'élevage ou de la pêche sont en baisse, d'après 51,5 % des ménages enquêtés, pour lesquels ces activités constituent un moyen de subsistance. La diminution des revenus a été également relevée par 50,2 % des ménages enquêtés, bénéficiant de transferts de fonds provenant de l'extérieur. Elle a aussi été évoquée par 48,7 % des ménages interrogés, dont une partie des revenus dépend de leurs entreprises familiales non agricoles.

En revanche, la perte de revenu a beaucoup plus épargné les emplois salariés. Pour cette source, la diminution des revenus a été mentionnée par 21,4 % des ménages interrogés, dont au moins un membre exerce un emploi salarié.



Figure 6: Répartition (%) des ménages enquêtés selon leur appréciation sur l'évolution des revenus tirés des principales sources



3.9. CHOCS SUBIS PAR LES MENAGES DEPUIS MI-MARS 2020

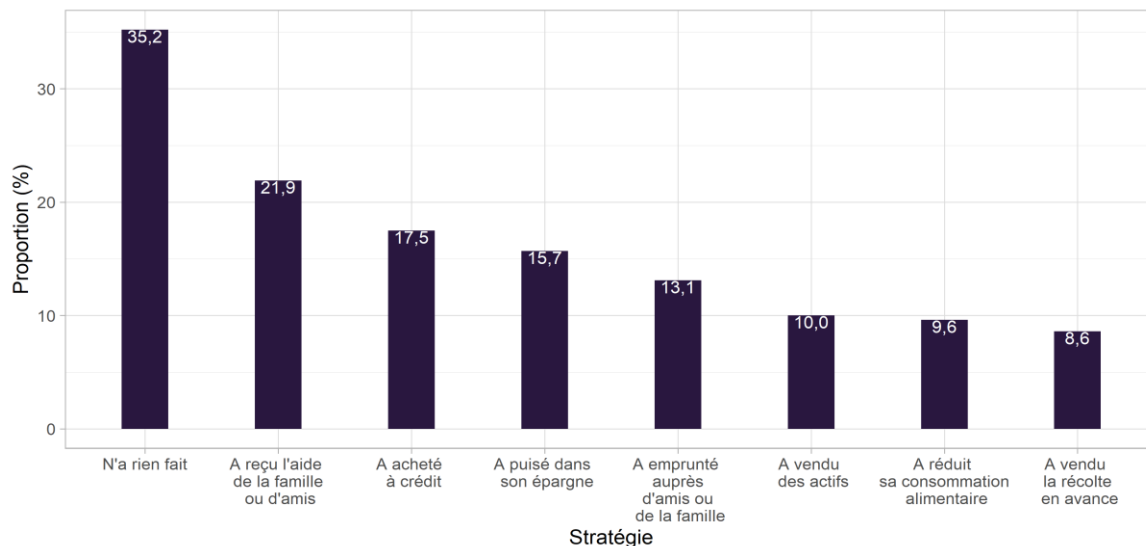
Plusieurs chocs ont négativement affecté les conditions de vie des ménages enquêtés, depuis l'apparition du premier cas de COVID-19 au Niger. Il s'agit, essentiellement de : (i) l'augmentation des prix des principaux aliments consommés (31,2%) ; (ii) le décès ou l'invalidité d'un membre adulte et actif du ménage (6,4%); (iii) la mauvaise récolte à cause d'un manque de main d'œuvre (5,7%).

Tableau 8: Proportion(%) des ménages enquêtés ayant été négativement affectés par des chocs depuis le 19 mars 2020

Chocs	Proportion
Augmentation du prix des principaux aliments consommés	31,2
Décès ou invalidité d'un membre du ménage adulte et actif	6,4
Mauvaise récolte à cause d'un manque de main d'œuvre	5,7
Maladie d'un membre du ménage gagnant un revenu	4,9
Baisse du prix de vente de la production	4,7
Faillite d'une entreprise familiale non-agricole	3,7
Invasion de rongeurs ou d'insectes ayant causé une mauvaise récolte ou une détérioration des stocks	3,7
Augmentation du prix des intrants	3,1
Décès d'une personne qui envoie des fonds au ménage	2,7
Perte d'emploi	1,8
Vol de la récolte, d'argent, de bétail ou d'autres biens	1,7

Face à la hausse des prix, plus du tiers (1/3) des ménages enquêtés et affectés par ce choc n'ont fait recours à aucune stratégie de survie. Par contre, 21,9% de ces ménages ont bénéficié de l'aide de la famille ou d'amis, 17,5% ont acheté à crédit et 15,7% ont dû puiser dans leur épargne.

Figure 7: Répartition (%) des ménages enquêtés selon les stratégies mises en oeuvre face à la hausse des prix des principaux produits alimentaires



3.10. ASSISTANCE REÇUE PAR LES MENAGES

Le tableau 9 donne la répartition des ménages enquêtés selon le type d'assistance reçue du Gouvernement, des organisations internationales, d'associations religieuses, des Organisations Non Gouvernementales (ONG)...

Globalement, 15,1% des ménages interrogés ont bénéficié d'une assistance du Gouvernement, d'ONG ou d'associations. Le transfert monétaire direct est la forme d'assistance qui a touché le plus de ménages, depuis le 19 mars 2020. En effet, ces transferts ont concerné 7,6% des ménages enquêtés, contre 6,5% pour la distribution gratuite de nourriture et 2,3% pour d'autres type de transferts en nature.

Selon le milieu de résidence, il ressort que les transferts, quels que soient leur nature, touchent plus les ménages ruraux que ceux vivant dans les zones urbaines. A Niamey, la distribution gratuite de nourriture est la forme d'assistance la plus rependue, contrairement à ce qui est observé dans le reste du pays.

Tableau 9: Proportion (%) des ménages par type d'assistance reçue du Gouvernement et ses partenaires

Domaine	A reçu une aide du Gouvernement/ONG, associations	A bénéficié d'une distribution gratuite de nourriture	A reçu un transfert monétaire directe	A reçu d'autres type de transferts en nature
Niamey	3,5	2,2	0,7	1,0
Autre urbain	10,7	3,0	6,6	2,1
Rural	16,5	7,3	8,2	2,4
Ensemble	15,1	6,5	7,6	2,3



CONCLUSION

La deuxième (2^{ème}) vague de l'enquête téléphonique longitudinale sur l'impact de la COVID-19 sur les conditions de vie des ménages au Niger s'est déroulée en février et mars 2021. Elle a essentiellement pour but de fournir des données pertinentes sur les revenus et les indicateurs socio-économiques des ménages nigériens, afin d'évaluer l'effet de la pandémie sur leur bien-être.

La collecte des données par téléphone a permis d'interroger, avec succès, 1335 ménages sur un échantillon de 1902 ménages à enquêter, soit un taux de réponse de 70,2%. A l'image de la précédente opération, les résultats de cette enquête sont représentatifs au niveau national et selon les trois (3) domaines d'étude retenus, à savoir : Niamey, autre urbain, et rural.

Les principaux résultats, issus de l'exploitation des données, font ressortir que les ménages enquêtés ont globalement une bonne connaissance des mesures barrières, telles que le lavage ou la désinfection des mains (96,6%) et l'utilisation de masque (92,2%).

Les résultats de l'enquête montrent également que les ménages interrogés ont adopté des attitudes et comportements favorables à la lutte contre la propagation de la pandémie. En effet, 93,7% des chefs de ménages enquêtés ont déclaré se laver les mains plus souvent que d'habitude, depuis mi-mars 2020.

En outre, les ménages enquêtés sont globalement favorables (83,4%) à la réalisation de test de dépistage de COVID-19.

Par rapport à la vaccination contre la COVID-19, dans l'ensemble, près de huit (8) chefs de ménages sur dix (10) sont disposés à se faire vacciner gratuitement contre ce virus. Ceux qui en sont réticents ont déclaré s'inquiéter par rapport à la sécurité des vaccins (49,5%) et manquer de confiance quant à leur efficacité (34,8%).

S'agissant de l'accès aux denrées alimentaires de base, plus de huit (8) ménages enquêtés sur dix (10) ont pu s'approvisionner régulièrement, depuis le début de la pandémie au Niger, en céréales et autres vivres, les plus consommés par la population, en particulier, le mil, le maïs, le riz, l'huile, le sucre et la viande. Cependant, la majorité des ménages interrogés ont relevé une hausse des prix de ces produits alimentaires, par rapport au mois de mars 2020. Cette hausse a négativement affecté près du tiers (31,2%) des ménages enquêtés.

Pour ce qui est de l'accès aux soins médicaux, depuis mars 2020, 73,2% des ménages enquêtés ont pu accéder à des traitements médicaux, alors que 80% en ont eu besoin. Le manque d'argent est la principale contrainte relevée par les ménages qui n'avaient pas pu bénéficier de ces soins.

Par ailleurs, les plus de la moitié des ménages ont observé une baisse de leurs revenus tirés de l'agriculture, l'élevage ou la pêche (51,5%), ainsi qu'une diminution des montants des transferts de fonds qu'ils reçoivent de l'extérieur (50,2%).

Il faut aussi souligner que l'assistance du Gouvernement et de ses partenaires a touché globalement 15,1% des ménages enquêtés. Le transfert monétaire direct est la forme d'aide la plus courante.

Au regard des résultats de l'enquête, il est nécessaire de renforcer l'assistance apportée par l'Etat et ses partenaires aux ménages, particulièrement ceux vivant en milieu rural, afin d'atténuer les effets négatifs induits par la hausse des prix des produits alimentaires et la baisse des revenus. Il est également nécessaire de renforcer les actions de communication sur l'importance de la vaccination contre la COVID-19, en rassurant les populations sur l'innocuité et la fiabilité des vaccins utilisés.





Institut National
de la Statistique

NIGER